



# Presse

Lu pour vous

aef.info  
SÉCURITÉ GLOBALE

Vendredi 30 juin 2017

## Mutations dans la police nationale : le syndicat Alternative police veut lancer une action de groupe

Dépêche n° 564901 par Clément GIULIANO reproduite avec l'aimable autorisation d'AEF.info

Le syndicat Alternative police annonce, vendredi 30 juin 2017, son intention de lancer dans les semaines à venir une action de groupe pour faire valoir les droits d'une quarantaine de policiers "lésés" lors du dernier mouvement général de mutation des gardiens de la paix, mercredi 28 juin 2017.

"Nous avons défendu en commission administrative paritaire les dossiers de policiers qui avaient une décision du tribunal administratif en leur faveur ou un avis du médiateur de la police nationale leur donnant raison. Aucun d'entre eux n'a obtenu sa mutation. C'est scandaleux", dénonce Denis Jacob, secrétaire général de l'organisation. Ce dernier, qui milite pour la transparence dans le processus de mutation des policiers depuis la création d'Alternative police fin 2015 ([lire sur AEF](#)), estime que son syndicat "subit un véritable ostracisme" de la part du ministère de l'Intérieur.

"Les policiers attendent beaucoup de leur déroulement de carrière et sont floués par des pratiques syndicales mafieuses", dénonce Denis Jacob, secrétaire général d'Alternative police, lors d'une conférence de presse organisée à Paris, vendredi 30 juin 2017. Selon lui, environ 40 policiers défendus par le syndicat lors du dernier mouvement général de mutation auraient été écartés au profit de fonctionnaires moins bien classés mais membres d'autres organisations syndicales.

Dans le cadre de l'action de groupe, "le syndicat va réunir des policiers confrontés à la problématique de l'avancement", détaille Anne-Constance Coll, l'avocate d'Alternative police. "Cette procédure menée dans le domaine de la lutte contre les discriminations contre une administration sera une grande première. Je pense que nous allons lancer l'action devant le tribunal administratif de Paris."

### "FAISONS UNE MORALISATION DE LA VIE SYNDICALE POLICIÈRE"

Selon Denis Jacob, les policiers "lésés" lors du mouvement de mutation du 28 juin 2017 paient l'engagement d'Alternative police en faveur de la "transparence" dans le processus de mutations et d'avancements des agents. Le syndicat demande notamment la publication des classements d'agents avant le mouvement de mutation et l'application de critères objectifs dans la décision. "L'administration nous reproche d'avoir porté cela sur la chose [place] publique et d'avoir parlé d'un système syndical mafieux", dit le secrétaire général en référence un communiqué de presse publié en février 2016 ([lire sur AEF](#)) et à des procédures engagées devant la justice administrative qui, selon son avocate, ont donné raison à plusieurs policiers ([lire sur AEF](#)).

Denis Jacob espère que la loi de moralisation de la vie publique sera l'occasion d'une évolution des pratiques qu'il dénonce. "Faisons une moralisation de la vie syndicale policière !" déclare-t-il. Selon lui, les récentes évolutions au sein de la police n'ont pas apporté la transparence nécessaire ([lire sur AEF](#)). "L'ancienne 'liste magique' [décisions de mutation qui étaient laissées à l'appréciation des syndicats] est 'fondue' dans le mouvement général. Elle est donc devenue indétectable, estime Denis Jacob. C'est encore plus opaque."